



Communiqué

Ensemble, poursuivons l'action pour d'autres réponses !

Le ministre E. Woerth a reçu ce matin les fédérations pour répondre aux exigences posées lors du groupe de travail de vendredi (voir communiqué du 25 janvier) quant à la définition d'un cadre et d'une réelle méthode de négociations, les annonces du rapport Attali et les audits en cours concernant la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP).

Le ministre a été très clair dans ses réponses :

- ✓ Le périmètre des missions dans le cadre administratif actuel, administration centrale et réseaux est confirmé. Les propositions du rapport Attali de nature à impacter les administrations fiscales et financières sont donc rejetées par le ministre. Ainsi, par exemple le projet d'agences et de retenue à la source ne sont pas sa vision, ni celle du gouvernement, ni celle du Président de la République, a affirmé E. Woerth.
- ✓ Le ministre refuse de répondre à la revendication de gel des suppressions d'emploi pour 2008 et 2009. Il a réitéré le dogme gouvernemental de la réduction des effectifs de toute la fonction publique de l'Etat. Pire encore, il considère que les suppressions d'emplois, comme les processus de réformes engagées sont constitutifs de nouveaux gains de productivité. Ainsi, cette logique infernale empêche tout débat sur l'adéquation entre l'exercice de toutes les missions et les effectifs nécessaires.

Il n'y a donc aucun cadre de négociations ouvert avec les organisations syndicales concernant le volume des emplois de la future direction unifiée. De fait, le ministre limite l'espace de négociations au volet "accompagnement social" de sa réforme (harmonisation des régimes indemnitaire, plan de qualifications, conditions de travail notamment).

Pour la CGT, aucune négociation, y compris sur le volet "accompagnement social", ne peut être sérieusement conduite indépendamment de la question de l'emploi et des effectifs.

Pour la CGT, la requalification des emplois et l'amélioration des conditions de travail sont des revendications étroitement liées avec une politique ambitieuse en matière d'emploi et d'effectifs.

En tout état de cause, la CGT continuera de porter les revendications des personnels lors des prochains groupes de travail ministériels. D'ores et déjà la CGT appelle les personnels à se réunir et à débattre des actions à mener pour contraindre le ministre à ouvrir de réelles négociations sur l'évolution des missions, de l'organisation du réseau et des moyens des services.

La fédération des finances CGT, le SNADGI-CGT et le SNT-CGT agiront pour permettre l'intervention des personnels dans le cadre le plus unitaire possible afin de peser sur les choix du ministre qui recevra les fédérations le 11 février prochain.